

LE SOCIALISME FRANÇAIS 1797 - 2003



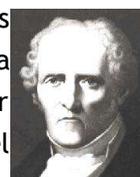
Le socialisme français prend place dans le mouvement ouvrier né au XIX^{ème} siècle, qui dénonce le capitalisme et cherche à assurer une répartition plus égale des richesses. Les "Lumières" et la Révolution Française lui donnent un premier ferment : Rousseau émet déjà une sérieuse critique de la propriété privée mais les idées proprement socialistes apparaissent comme telles au cours de la première moitié du XIX^{ème} siècle. La « *conjuración des égaux* » de Buonarroti relate le programme de *Gracchus Babeuf* (1760-1797) et des insurgés jacobins, exécutés en 1797.

DES HISTOIRES POLITIQUES CONCURRENTES ET COMPLEXES



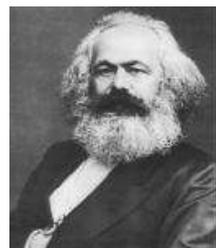
Sous l'Empire et la Restauration, c'est l'époque des Socialistes « Utopiques » qui vont exercer une influence sur les ouvriers-artisans, mais sans jamais envisager les moyens de faire aboutir concrètement leur réflexion... À l'exception d'Étienne Cabet (1788-1856) qui envisage un État Communiste autoritaire, où les libertés individuelles sont bannies, tous les penseurs socialistes du temps tentent de conjuguer intervention de l'État et liberté. **Henri de Saint-Simon** (1760-1825), noble français, développe le thème de la solidarité sociale et de l'État régulateur, il inspirera les premières coopératives ouvrières.

Charles Fourier (1772-1837), horloger ruiné, imagine les phalanstères, communautés autonomes assumant toutes les fonctions de la société, il ne condamne pas le capital en lui-même, et si sa réflexion porte en elle un fort courant pour la libération des mœurs, il faut signaler l'antisémitisme qui anime sa haine du "commerce". Robert Owen (1771-1858), industriel britannique, insiste moins sur l'Etat que sur la nécessité des coopératives...



La génération suivante approfondie encore le débat. **Louis Blanc** (1811-1882) réclame la nationalisation des grands moyens de production pour contrôler l'économie, et un État qui assure la protection sociale et une législation du travail.

Pierre-Joseph Proudhon (1809-1865), ouvrier imprimeur, théorise une société de petits producteurs indépendants, substituant à l'État des associations professionnelles et communales, opposant à une société commandée autoritairement une fédération sur libre consentement de la base. Flora Tristan (1803-1844), féministe et socialiste, propose de constituer en 1843 une Union ouvrière universelle pour obtenir le droit au travail et l'organisation du travail.

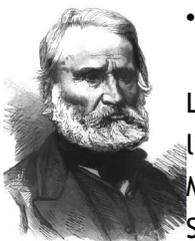


Karl Marx (1818-1883) et Friedrich Engels (1820-1895), philosophes allemands, tirent les leçons de l'échec relatif des penseurs français. À travers *L'idéologie allemande* (1845), *Le manifeste du Parti Communiste* (1848) et *Le Capital* (1867) ils développent une vision de l'Histoire, de la Philosophie et de l'Économie qui aboutit à un socialisme « scientifique ». La société divisée en classes a vu le pouvoir passer dans les mains de la bourgeoisie détentrice du capital et des moyens de production. 1789 est une « Révolution bourgeoise », la bourgeoisie peut depuis exploiter toujours plus le prolétariat et rabaisser les artisans, leur paupérisation devant aboutir à la Révolution prolétarienne, dirigée par des partis ouvriers révolutionnaires. La dictature du prolétariat dans un État socialiste permettrait d'instaurer la collectivisation des moyens de production ; une société sans classe en sortirait, l'État deviendrait peu à peu inutile et le stade « communiste » de la civilisation permettra à chacun de voir sa liberté et ses besoins satisfaits.

Les luttes sociales et politiques se mêlent durant plusieurs décennies (1832, 1848, 1870...). L'**Association Internationale des Travailleurs** est créée en 1864, où Marx et Engels s'opposent à Proudhon, puis aux Anarchistes de Bakounine (1814-1876). En France, le marxisme est peu diffusé, mais les Socialistes français ne sont pas unis pour autant. Les Révolutions de 1830 et 1848 leur ont donné une audience plus large, mais l'échec de la République sociale les divise profondément et pour longtemps... Les Républicains sont restés très méfiants de leurs partenaires socialistes en 1848 : les Ateliers nationaux ne sont qu'une pâle copie du programme de Louis Blanc (qui n'est pas ministre en titre) et les Libéraux avec Lamartine pensent avoir réglé la question sociale par le suffrage universel. Cette division renforce la contre-offensive du « parti de l'Ordre » avec la République conservatrice (1849-51), et permet l'émergence du Second Empire, sans beaucoup d'opposition.

Suite à l'échec de 1848, les Socialistes français se divisent en deux groupes :

- les Démocrates socialistes favorables à la réforme derrière Louis Blanc (avec des connivences pour les démocrates de Ledru-Rollin) ;



- les socialistes révolutionnaires d'**Auguste Blanqui** (1805-1881) et Armand Barbès (1809-1870), "avant-garde" favorable à la violence, héritiers du jacobinisme autoritaire...

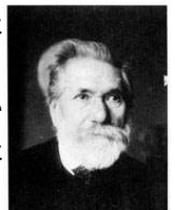
L'Empire (1852-70) et la répression de la Commune (1871) mènent la section française de l'A.I.T. au bord de l'implosion puis à l'extinction. Suivant Bakounine et Kropotkine exclus par Marx de l'A.I.T., les frères Élie et Élisée Reclus (1830-1904), libertaires, rompent avec les Socialistes et fuient la France après la Commune...

Après la défaite contre la Prusse, la sanglante répression contre la Commune décapitera pour plusieurs années le mouvement politique ouvrier. Le Parti Ouvrier (1879) échoue dans sa volonté de réunir le mouvement ouvrier renaissant. Marxistes et « travaillistes » se séparent en 1882. Les Socialistes français avant la crise boulangiste (1889) sont divisés en trois grands groupes :



- Le Marxisme naissant est structuré autour du Parti Ouvrier Français de **Jules Guesde** (1845-1922), Paul Lafargue (1842-1911) et Laura Marx son épouse : prônant un marxisme vulgarisé, ils subordonnent tout à la prise du pouvoir par les prolétaires ;
- La Fédération des Travailleurs Socialistes de France perpétue la tradition d'un socialisme français coopératif et démocratique, derrière Paul Brousse (1844-1912) et Jean Allémane (1843-1935), ancien communal ;

- Les Blanquistes sont regroupés dans le Comité Révolutionnaire Central (C.R.C.) derrière **Édouard Vaillant** (1840-1915), Henri Rochefort ancien communal, Ernest Granger et Ernest Roche.



En fait durant cette période de genèse du socialisme, tout opposant politique intellectuel à la République bourgeoise et opportuniste, des années 1880-1890, revendique l'étiquette socialiste... C'est ainsi que Maurice Barrès - principal théoricien des nationalistes français - s'affiche alors socialiste, mais pour un Socialisme "national", en rupture avec le développement de la société industrielle.

La crise économique, qui sévit à la fin des années 1880, amplifie les revendications populistes et antiparlementaires ; le rejet de la République bourgeoise par les classes populaires urbaines va trouver un évident débouché politique dans la montée du grand Parti National qui se constitue derrière le Général Boulanger. Et si, comme ce le fut démontré rapidement, les milieux monarchistes apportent les fonds nécessaires à la campagne boulangiste, c'est bel et bien à l'extrême gauche et chez les prolétaires parisiens que la "Boulangerie" recrute ces cadres, ces militants et ces électeurs. Le Boulangisme est un grand mouvement

populaire, appuyé à la fois par des organisations de masse et des groupes révolutionnaires. La *Ligue des Patriotes* de Déroulède - dont certaines sections parisiennes s'intitulent "Comité républicain socialiste national" -, les principaux dirigeants du C.R.C. (Roche, Granger, Rochefort...), des "socialistes nationaux" comme Barrès, des Radicaux comme Naquet (député du Vaucluse en 1887) se mettent au service du général, dont les discours développent un programme de justice sociale... Longtemps les marxistes français ne sauront que faire ; Lafargue écrivait en 1888 « *les socialistes [...] entrevoient toute l'importance du mouvement boulangiste, qui est un véritable mouvement populaire pouvant revêtir une forme socialiste si on le laisse se développer librement.* » Brousse et Allémane sont fréquemment mis en difficulté lorsqu'ils essaient de s'opposer aux grèves ouvrières boulangistes... Et aux municipales, comme aux législatives, ce sont les arrondissements et les communes populaires qui fourniront les contingents boulangistes au détriment des socialistes. Guesde et Vaillant eux-mêmes se laissent tenter quelques temps, préférant jouer sur l'effondrement de la république bourgeoise quel qu'en soit les conséquences plutôt que sur l'éducation politique du prolétariat. Ce n'est que lorsque leur survie politique sera en jeu, que le programme boulangiste fera peu à peu disparaître la justice sociale au profit d'un socialisme national - c'est-à-dire pas de socialisme du tout -, que les collusions avec les réactionnaires seront reconnues, que Vaillant et Guesde se rallieront à l'avis de la F.T.S. "possibiliste". Henri Rochefort, d'Ernest Roche et Ernest Granger fondent le Comité Révolutionnaire Socialiste Central, et poursuivent leur dérive antisémite et nationaliste. Guesde et Lafargue reprennent fermement en main tous leurs militants, et Édouard Vaillant avec les derniers Blanquistes rétablit le C.R.C. La rupture est désormais entamée entre la vieille garde communarde, populiste et nationale, et les socialistes... Les divisions originelles du socialisme français vont encore s'aggraver dans la décennie 1890, sous



l'effet de la crise économique et des succès populistes. Et d'ailleurs, les amis de **Jean Allémane** quittent la F.T.S. en 1890 pour créer le Parti Ouvrier Socialiste Révolutionnaire, contestant la domination des élus chez les « possibilistes ». Cette division est peu compensée par la création de la Confédération Générale du Travail (C.G.T.) le 24 septembre 1895 à Limoges, par la réunion de 28 fédérations, 18 bourses du travail et 126 syndicats non-fédérés, en partie sous l'influence des amis d'Édouard Vaillant (qui a rebaptisé son organisation Parti

Socialiste Révolutionnaire) et Jean Allémane.

La force de l'idée républicaine et laïque, qui impose alors les clivages entre la gauche et la droite, la faiblesse relative de la classe ouvrière dans une France majoritairement rurale où l'industrialisation est lente et le manque de relation avec l'Internationale Socialiste, expliquent la double impossibilité dans laquelle s'est trouvé le socialisme français naissant de rompre nettement avec les Républicains pour promouvoir son combat social propre ou de s'identifier pleinement à la République. C'est la cause majeure de la tardive unité du socialisme français.



Le socialisme français ne pouvait réaliser son unité sans une synthèse qui lui permettrait de dépasser dialectiquement ses contradictoires et ses histoires concurrentes. In fine, c'est bien la personne de **Jean Jaurès** (1859-1914), élu député pour la première fois en 1886 comme républicain modéré, et dont la conversion au socialisme s'opérera vers 1890 - sous l'influence de Lucien Herr (1864-1926), normalien "allémaniste" -, qui symbolisera cette synthèse difficile. Elle se déroula dans la douleur sur fond de trois éléments majeurs :

- La crise de l'Affaire Dreyfus, qui convaincra lentement les socialistes français de défendre la démocratie et entérinera la rupture définitive avec les « socialistes nationaux » et les antisémites "sociaux" ;
- Le combat laïque pour la séparation des Églises et de l'État (la loi de 1905 sera rédigée essentiellement

par Jean Jaurès et Aristide Briand), les deux rédacteurs socialistes considérant que la question sociale ne pourrait être traitée que dans une France religieusement apaisée ;

- La répression violente du mouvement social par la République radicale "normalisée" et Clemenceau (1906-1910) qui précipitera la fin du Bloc de défense républicaine, sur fond de ralliement au pouvoir de la part des députés socialistes "indépendants" Viviani, Millerand et Briand.

Dans ces conditions, la marche à l'union des socialistes sera longue et marquée par de nombreux échecs (1895-1905) et toujours incomplète. Ses caractères originaux en découlent : la division en courant idéologiques distincts, l'influence de la doctrine et des débats intellectuels comme point discriminant, la faiblesse organisationnelle, l'éloignement du syndicalisme, l'importance de l'implantation municipale et des élus, le rôle clef des dirigeants qui doivent absolument dégager une « synthèse » pour conserver l'unité du parti, tout cela étant renforcé par une identité ouvrière relativement faible. Ces traits visibles au XIX^{ème} siècle perdurent pour l'essentiel jusqu'à aujourd'hui.